

Les crédits

que les paiements d'intérêts mobilisent une part de plus en plus grande de notre richesse nationale chaque année, nous perdons la souplesse financière nécessaire pour protéger les Canadiens déjà à la retraite ou sur le point de l'être.

La Banque mondiale a aussi souligné l'urgence de résoudre les problèmes imminents liés à notre système de sécurité de la vieillesse. Il y a quelques mois à peine, la Banque mondiale a présenté un rapport sur le vieillissement de la population dans lequel elle presse les pays dont la population vieillit rapidement et offrant de coûteux programmes d'aide sociale d'inciter les gens à compter davantage sur eux-mêmes et à prendre des initiatives personnelles pour subvenir à leurs besoins.

Il est on ne peut plus clair que tous les Canadiens, et plus particulièrement leurs dirigeants et représentants élus, doivent prendre, dès maintenant, des mesures vigoureuses et réfléchies pour assurer la sécurité future des Canadiens. Nous sommes consternés de constater que le gouvernement libéral est profondément divisé quant à l'orientation à prendre en cette importante matière. Il a lamentablement échoué en ne proposant pas les changements qu'il avait pourtant promis.

Il est hélas évident que le gouvernement n'a absolument aucune vision de changements constructifs à apporter aux programmes sociaux, qui sont en train de s'effriter. Les Canadiens ont désespérément besoin d'une telle vision. Ils veulent conserver l'espoir que le gouvernement trouvera un moyen pour éviter le désastre qui menace de se produire et qui, ils le savent, les privera de la sécurité et de la protection dont ils ont tous besoin et auxquelles ils s'attendent.

C'est pourquoi le Parti réformiste fait tout ce qu'il peut pour répondre à ce besoin de nos concitoyens. C'est pourquoi il a fait une proposition qui, à mon sens, constituera une solution bénéfique et constructive qui redonnera espoir aux Canadiens en cette importante matière.

L'expérience des autres pays, les recommandations des experts et des analystes ainsi que le simple bon sens aboutissent tous à la même conclusion, à savoir que les mères, pères, familles, étudiants, personnes âgées et Canadiens compatissants et soucieux du bien-être d'autrui savent bien mieux gérer leurs affaires que le gouvernement fédéral. Retrouvons donc nos manches.

● (1025)

Je demande à tous les Canadiens d'examiner ce nouveau concept de régime enregistré de sécurité personnelle, de travailler avec nous pour lui donner une orientation et arrêter ses détails, de tout mettre en oeuvre pour garantir que leurs élus appuient de nouvelles méthodes plus efficaces et plus pratiques pour gérer leur argent durement gagné et garantir la sécurité dont ils ont besoin pour leur famille et pour eux-mêmes.

Je dis aux Canadiens que c'est leur argent, leur pays et leur avenir. Les réformistes estiment que le régime enregistré de sécurité personnelle devrait faire partie de cet avenir, mais que la

situation ne changera jamais à moins que nous ne joignons nos efforts pour y parvenir.

Je demande aux Canadiens de nous appuyer dans la recherche de solutions de rechange pour le XXI^e siècle.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les propositions de la députée d'en face.

Il me semble que ce soit plutôt le Parti réformiste qui est divisé. Pendant son séjour à Washington, le chef du Parti réformiste a semblé vouloir se distancer quelque peu de sa droite. Pendant ce temps, à Ottawa, le menu fretin réformiste s'en tient au programme qui était en vigueur avant le départ de son chef pour Washington, où il s'est en quelque sorte converti, quoique cette conversion nous laisse sceptiques.

Je voudrais poser une question à la députée qui a présenté aujourd'hui la motion sur les régimes enregistrés de sécurité personnelle que le Parti réformiste propose comme solution de rechange aux programmes canadiens de sécurité dont nous avons besoin.

La députée ne croit-elle pas que des programmes sociaux qui n'offrent même pas l'avantage d'une mise en commun des risques, comme c'est le cas lorsque l'ensemble de la collectivité supporte les programmes sociaux, soient à tout le moins lacunaires?

On ne peut pas épargner de l'argent qu'on n'a pas au départ. Les REER offrent une forme d'abri fiscal, mais, pour pouvoir en bénéficier, il faut d'abord avoir de l'argent à épargner.

Ma collègue croit-elle que les gens qui n'ont pas ces moyens doivent être condamnés à la pauvreté? Ne croit-elle pas plutôt, comme moi, que nos programmes devraient plutôt aider les gens à avoir un avenir meilleur et à améliorer leurs conditions de vie, peu importe leur situation socio-économique?

Nous ne naissons pas tous dans l'opulence.

Mme Ablonczy: Monsieur le Président, il est très clair que les libéraux se préoccupent franchement de l'effet très positif que notre chef a sur nos voisins du sud. Ils savent que les Canadiens commencent à comprendre que le programme que proposent les réformistes a du sens, qu'il est valable et qu'il est une source d'espoir. Cela les tracasse. Ils essaient de dénigrer ce programme chaque fois qu'ils le peuvent, mais les Canadiens ne sont pas dupes.

Si, comme le député le prétend, il y a de si grands avantages à la mise en commun des risques qui caractérise nos programmes actuels, pourquoi réduit-on constamment ces programmes? Le gouvernement lui-même a dit, il y a à peine une semaine, que les prestations d'assurance-chômage seraient réduites de 10 p. 100 ou plus. Où est l'avantage de la mise en commun des risques dans ce cas-là?

Le député a parlé des gens qui n'avaient pas d'argent à mettre de côté. Il est question, ici, de la façon de mieux gérer l'argent que nous épargnons, les cotisations d'assurance-chômage et les cotisations au RPC. La plupart des Canadiens paient ces cotisa-